



PROJET D'ACCORD-CADRE N°AOO-B25-00917-VD

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019

Représenté par Monsieur Bruno FEIGNIER, agissant en qualité de Directeur du Centre de Grenoble.

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

« **À compléter par le soumissionnaire** »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
ARTICLE 9 - ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - MONTANT	11
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 12 - PENALITES	12
ARTICLE 13 - FACTURATION- REGLEMENT	13
ARTICLE 14 - REGIME FISCAL	14
ARTICLE 15 - JURIDICTION COMPETENTE	15
ARTICLE 16 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE	15

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de mise en œuvre et maintenance des installations audiovisuelles de la Maison MINATEC, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations de l'accord-cadre relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- Le dossier de consultation référencé AOO-B25-00917-VD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes (le cahier des charges référencé MM/0125/AB, en date du 08/01/2025, etc...) ;
- Les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de l'accord-cadre), indice A et le règlement intérieur ;
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- Les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- L'offre du Titulaire référencé [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.
(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – Les annexes n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant », n°2 « Bordereau de prix unitaires », et n°3 « Spécifications pour la livraison d'équipements électriques au CEA Grenoble », font partie intégrante du présent Accord-cadre.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

M. Abdelkader BIADA - Tél. : 04.38.78.45.59

Email : abdelkader.biada@cea.fr

3.2 - Correspondant commercial du CEA

Mme. Valérie DIELNA - Service des Marchés et Achats -Tél. : 04.38.78.23.19

Email : valerie.dielna@cea.fr

Mme. Isabelle BOREL – Services des Marchés et Achats

Tél : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50

Email : [S3C-Fournisseur GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

_____ Tél : _____

Email : _____

Correspondant commercial :

_____ Tél : _____

Email : _____

[A compléter par le soumissionnaire]

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- D'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- De faire respecter les consignes de sécurité,
- D'assurer les relations avec le CEA,
- De former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- D'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____

Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

[A compléter par le soumissionnaire]

ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Durée

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 (deux) ans à compter du 1 juillet 2025, soit jusqu'au 30 juin 2027*.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1 juillet 2027 jusqu'au 30 juin 2028. *
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1 juillet 2028 jusqu'au 30 juin 2029. *

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins deux (2) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non-affermisssement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Au terme de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à ne pas modifier la configuration et les réglages les plus récemment utilisés pour les équipements audiovisuels, sauf dans le cadre de mises à jour nécessaires, d'améliorations techniques ou de changements requis pour répondre à des besoins spécifiques, sous réserve de l'accord préalable du client ou de l'autorité compétente.

**Dates à finaliser dans la commande définitive*

4.2 - Délais

Le Titulaire s'engage à respecter les délais suivants :

- Intervention en régie dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception d'une demande écrite du CEA.

- Intervention exceptionnelle en régie dès le lendemain de la réception d'une demande écrite du CEA (interventions estimées à 1 à 2 fois par mois),

- Intervention dans le cadre de la maintenance corrective dans un délai de:

- Urgence critique (panne totale du système audiovisuel principal) : intervention dans un délai de 1 heure ouvrée maximum.
- Urgence majeure (dysfonctionnement important affectant une partie significative du service) : intervention dans un délai de 1 jour ouvré maximum.
- Urgence mineure (problème n'affectant pas directement la diffusion ou la production): intervention dans un délai de 2 jours ouvrés maximum.

4.3-Phases de l'accord-cadre

Le « Prédécesseur » désigne la société qui est responsable de l'accord-cadre avant la prise d'effet du présent accord cadre.

Le « Successeur » désigne la société qui succèdera au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre.

4.3.1- Phase de prise en charge (option n°1)

L'accord-cadre prévoit l'accompagnement du Titulaire par le Prédécesseur pendant une durée totale de 7 jours ouvrés, qui ne seraient pas nécessairement consécutifs. Ces jours d'accompagnement sont réalisés pendant le premier mois de l'accord-cadre.

Il dispose du support de l'équipe du Prédécesseur restée sur site au titre de l'application de la phase de réversibilité de l'ancien accord-cadre.

Durant cette étape, le Prédécesseur conserve la responsabilité des prestations.

4.3.2- Phase de réversibilité (Option n°2)

L'accord-cadre prévoit l'accompagnement du Successeur par le Titulaire pendant une durée totale de 7 jours ouvrés (qui ne seraient pas obligatoirement consécutifs).

En cas de levée de l'option, les jours d'accompagnement seront réalisés pendant le premier mois du marché du successeur.

Durant cette phase de réversibilité, le Titulaire assure en sus la transmission des protocoles de démarrage et de la liste des équipements audiovisuels (sous format papier et sous format électronique modifiable).

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précitées à l'article 2 du présent accord-cadre consistent principalement à assurer le fonctionnement, la maintenance, la mise à niveau et l'installation des équipements audio et vidéo équipant la Maison MINATEC. Ainsi qu'à réaliser des interventions ponctuelles selon les besoins.

Elles comprennent les prestations de base, optionnelles, sur bordereau de prix et sur devis suivantes.

5.1 - Prestations au forfait

Les Prestations au forfait dues au titre du présent accord-cadre comprennent les prestations suivantes :

- La rédaction/mise à jour des protocoles de démarrage,
- La maintenance préventive et corrective du matériel,
- La veille technologique sur le matériel.

5.2 - Prestations optionnelles

Les Prestations optionnelles sont les suivantes :

- Option n° 1 « phase de prise en charge »
- Option n° 2 « phase de réversibilité »

Les options sont éventuellement levées par le CEA, avec un préavis d'un mois minimum, par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'absence de levée de tout ou partie des options n'ouvre pas droit à indemnités au bénéfice du Titulaire.

5.3 - Prestations sur bordereau de prix

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- Prestation de régie de l'amphithéâtre MINATEC.

Cette prestation inclut :

- La mise en route et l'arrêt des équipements audio et vidéo, y compris les microphones et la gestion des rampes de lumière,
- L'interface avec l'organisateur de l'évènement,
- La tenue à jour du cahier de suivi des prestations,
- L'installation sur l'ordinateur de l'amphithéâtre des supports de communication,
- La gestion des batteries rechargeables des microphones sans fils,
- La rédaction ou mise à jour d'un protocole de démarrage et de fonctionnement des installations,
- Le comptage du nombre de participants.
- Fabrication et mise en place de GOBO,
- La captation d'images avec le matériel existant et l'enregistrement des présentations sur demande du CEA,
- Traduction simultanée,
- Retransmission audio et vidéo vers une ou plusieurs salles de la Maison MINATEC,
- Retransmission digitale,
- Installation d'un système de visio-conférence en Titane 2,
- Montage et démontage de l'estrade mobile, avec pose de moquettes,
- Stockage d'une estrade mobile,
- Installation équipements supplémentaires (écrans de retour, éclairage, prise de vue vidéo, sono, micro pieds sur table).

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution de l'accord-cadre sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n°2 du présent accord-cadre.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse _____@_____.

[A compléter par le soumissionnaire]

Chaque bon de commande précisera :

- Le nom du Titulaire,
- Le numéro de l'accord-cadre,

- La date du bon de commande,
- La quantité et le descriptif des prestations commandées,
- Les dates et durées d'exécution des prestations,
- Le montant HT du bon de commande.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

Annulation :

Dans le cas d'une annulation écrite de la part du CEA d'un bon de commande, les frais engagés par le Titulaire sont remboursés sur justificatifs des prestations réalisées et sur la base des prix figurant en annexe 2.

5.4 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

Les Prestations complémentaires en dépenses contrôlées sont les suivantes :

- Fourniture de nouveaux équipements,
- Prestations en lien avec l'objet de l'accord-cadre non listées au bordereau de prix unitaire.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire.

Ces devis mentionnent la référence du présent accord-cadre, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des fournitures ou des interventions, ainsi que le délai de livraison et/ou d'exécution.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un marché subséquent formalisé du CEA, passé en référence du présent accord-cadre et acceptant son devis.

5.5 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisées. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable de l'accord-cadre du CEA.

6.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques ou documents

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des

programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

6.2 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent accord-cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte environnementale de l'accord-cadre et d'une démarche de progrès, le Titulaire communique, au plus tard six mois après la prise d'effet de l'accord-cadre, les différents impacts environnementaux (gaz à effet de serre, eau, énergie, ...) générés dans le cadre des prestations.

À chaque réunion annuelle, ces différents impacts environnementaux sont abordés dans le cadre d'un plan de progrès. Ces impacts, ainsi que les pistes de réduction, devront être présentés par le Titulaire sous un format « Analyse du Cycle de Vie », à savoir :

- Fabrication et emballage des équipements audiovisuels,
- Transport des équipements nécessaires à la mise en œuvre et à la maintenance,
- Consommation d'énergie liée à l'utilisation des installations, durée de vie des installations et actions liées à la fin de vie des équipements (recyclage, valorisation).

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

8.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de l'accord-cadre).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

8.1.2 - Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

8.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité de l'accord-cadre.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent accord-cadre et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

8.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

8.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.5 - Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation au vigueur

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

9.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

9.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

9.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- État d'avancement des Prestations,
- Respect des dispositions du cahier des charges,
- Examen des problèmes rencontrés,
- Suivi budgétaire,
- Suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques

incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse ne se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 11 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations y compris les frais de déplacement.

11.1 - Prestations au forfait

Le montant forfaitaire et ferme des Prestations au forfait est de

_____ € HT par trimestre, (_____ euros hors taxes),
soit _____ € HT (_____ euros hors taxes) par an.

[A compléter par le soumissionnaire]

11.2 - Phase de prise en charge (Option n°1)

Le montant ferme et forfaitaire de l'option n°1 décrite à l'article 4.2.1 est de

_____ €HT (_____ euros Hors Taxes).

[A compléter par le soumissionnaire]

11.3 - Phase de réversibilité (Option n°2)

Le montant ferme et forfaitaire de l'option n°2 décrite à l'article 4.2.2 est de

_____ €HT (_____ euros Hors Taxes).

[A compléter par le soumissionnaire]

11.4 - Prestations sur bons de commande

Les prix unitaires des prestations sur bordereau de prix sont définis en annexe n°2.

Les prix comprennent toutes les sujétions afférentes aux prestations concernées, y compris les frais de déplacement.

11.5 - Prestations complémentaires en dépense contrôlées

Ces prestations sont valorisées sur la base du devis préalablement accepté par le CEA. Le montant de ces Prestations est plafonné à 20% du montant total de l'accord-cadre.

11.6 - Montant total maximum de l'accord-cadre

Le montant total maximum de l'accord-cadre est plafonné à 600 000€ HT.

ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de _____ (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour la durée de la tranche ferme de l'accord-cadre.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette tranche, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = Po [0,20 + 0,80 ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
Po	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
ICHTrev-TS o	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés pour les Services administratifs, soutien publié par l'INSEE (Identifiant 001565196) pour le mois de la remise de l'offre
ICHTrev-TS	Dernière valeur connue de ce même indice à la date à la date de début d'exécution de la tranche optionnelle

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois précédent le début d'exécution de la tranche optionnelle considérée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 13 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

13.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 500 euros par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect des délais d'intervention, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur d'un pour mille du montant HT de l'accord-cadre par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10% du montant total HT de l'accord-cadre fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

13.2 - Autres cas

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge
- sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 250 (deux cent cinquante) euros par écart constaté,
- modification de la configuration et des réglages les plus récemment utilisés des équipements audiovisuels : 2 000 euros (deux mille euros).

13.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 12.1 à 12.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 550 euros (cinq cent cinquante euros) par jour calendaire de retard.

13.4 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 14 - FACTURATION- REGLEMENT

14.1 - Conditions de facturation

14.1.1 - Prestations au forfait

Les montants TTC revus à l'article 10.1 sont facturés trimestriellement à terme échu.

14.1.2 - Prestations sur bons de commande et prestations en dépenses contrôlées

La facturation est établie mensuellement à terme échu comme suit :

- 100% du montant TTC des bons de commande émis par le CEA ou des devis acceptés par le CEA à la Réception sans réserve des prestations et fournitures afférentes.

14.1.3 - Phase de prise en charge (option n°1)

- 100% du montant TTC du montant prévu à l'article 10.2 à terme échu après acceptation par le CEA de la réalisation des prestations.

14.1.4 - Phase de réversibilité (option n°2)

- 100% du montant TTC du montant prévu à l'article 10.3 à terme échu après acceptation par le CEA de la réalisation des prestations.

14.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de l'accord-cadre /commande SAP**) composé de 10 chiffres
- L'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 15 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble

ARTICLE 17 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,